

J - 365 : L'examen des divers types de Conseil fédéral possibles en 2007 montre que la concordance arithmétique est un échec programmé

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 6 DECEMBRE 2006

Une année avant la réélection du Conseil fédéral, le CRIS a examiné les divers scénarios susceptibles de se produire en décembre 2007. Analysant les situations possibles au regard de « la qualité de la gouvernance », le CRIS conclue qu'aucune situation de concordance arithmétique n'apporte de véritable amélioration. Au moment où s'ouvre une année électorale décisive, les partis ne peuvent ignorer ce constat sans proposer de solutions. Indiquer avec qui ils entendent gouverner, sous quelles conditions, dans quel cadre institutionnel et pour quoi faire, constitue le minimum d'informations que sont en droit de recevoir les citoyens pour renouveler le parlement en toute connaissance de cause.

LA QUESTION DU CONSEIL FEDERAL DOIT ETRE DISCUTEE AVANT LES ELECTIONS

Dans une année exactement, les Chambres fédérales devront élire le Conseil fédéral 2007-2011. Cette opération revêtira une importance considérable, définissant pour de longues années la nature du pouvoir en Suisse. Il est donc essentiel de s'interroger à l'avance. D'autre part, les paramètres déterminant la composition du Conseil fédéral font partie intégrante de la campagne électorale. Ils ne peuvent être réduits à de simples conséquences des élections d'octobre 2007, mais doivent être traités comme des questions politiques centrales pour les citoyens chargés d'élire leurs députés. Dans cet esprit, le CRIS a passé en revue un certain nombre de scénarios, tirant de son examen les conclusions ci-dessous.

LA CONCORDANCE ARITHMETIQUE EST UN ECHEC POLITIQUE PROGRAMME

Tant que la composition du Conseil fédéral s'effectue sur la base d'une concordance arithmétique, sans accord politique préalable, aucune amélioration de la gouvernance ni de la collégialité n'est possible, et ceci quels que soient les changements effectués. En particulier, l'introduction d'un-e Vert-e dans l'actuel système ne corrige pas ses défauts, mais risque d'accroître inutilement la fragmentation et la désorientation du pouvoir.

L'échéance de décembre 2007 n'est pas décisive qu'au plan politique, elle constitue également un carrefour institutionnel : Faute de changement l'an prochain, la notion même de collège gouvernemental aura disparu du paysage fédéral en 2011. De même, si l'on suit les visions de l'UDC, on aura enlevé aux Chambres toute prérogative réelle en matière de composition du gouvernement. En effet, la concordance arithmétique attribue la répartition des sièges du Conseil fédéral au peuple via les élections fédérales ; si, en outre, les partis décident qui les occupe sans contestation possible, on tombe alors dans une élection « par le peuple et sans le peuple », qui cumule les défauts et exclue le parlement.

IL EST TEMPS D'INJECTER DU POLITIQUE DANS LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Certes, l'éventuelle sortie de l'UDC du Conseil fédéral en 2007 suite à la non réélection de Christoph Blocher réduirait fortement les tensions et l'hétérogénéité des positions, améliorant ainsi la gouvernance et la collégialité. Mais cette « concordance politique fortuite » ne saurait être qu'une étape vers la négociation assumée de véritables accords politiques.

En fait, pour l'instant, sur le marché des propositions crédibles, seule l'initiative parlementaire Markwalder-Nordmann injecte du politique dans la formation du Conseil fédéral et parvient à renforcer sa cohésion sans dénaturer le système. Le scrutin de liste à deux tours permet en effet de passer d'élections individuelles aléatoires au choix d'une équipe ayant préalablement discuté et négocié les conditions de sa formation.

Quelle autre solution avance la classe politique pour éviter la déconstruction du « modèle suisse » ?

Pour toute information complémentaire :

Yvette Jaggi, présidente du CRIS (021-728 95 70) ; François Cherix, secrétaire général (021-351 35 40).